

#### REPUBLIQUE FRANCAISE



#### **DEPARTEMENT DU JURA**

Le Président certifie que la convocation a été affichée le :

8 avril 2022

et qu'elle a été faite le

8 avril 2022

Que le nombre des membres en exercice est de: 48

Présents: 37

Absents suppléés : 1

Absents excusés: 10

Exécution des articles L.5212-1 à L.5212-34 du Code Général des Collectivités Territoriales

> Délibération n° DCC2022\_04\_097

#### Objet:

Adoption du règlement de service de l'Assainissement Collectif

#### COMMUNAUTE DE COMMUNES DE 1977 NOTES DE 1977 1 chemin du Tissage - 39700 DAMPIERRE

#### Du registre des Délibérations du Conseil Communautaire Séance du Jeudi 17 mars 2022

Conseillers communautaires en exercice: 48

L'an deux mil vingt-deux, le 14 avril

Le Conseil Communautaire de JURA NORD s'est réuni aux Forges à Fraisans après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gérome FASSENET.

Présents: Brans: M. Michael PERES Courtefontaine: M. Jean-Noël ARNOULD Dammartin Marpain: M. Antony BOURCET Dampierre: Mme Laure VALENTIN, M. Alain GOUNAND, M. Anthony FALCONNET, Mme Nathalie HONORIO, Mme Valérie BENDERITTER Etrepigney: M. Laurent CHENU Evans: M. François GRESET, M. Emmanuel BARBERET Fraisans : M. Sébastien HENGY, Mme Marie-Anne LONGY, M. Dominique JOLY La Barre : M. Philippe GIMBERT La Bretenière : Mme Isabelle GUILLOT Louvatange : M. Gérome FASSENET Montmirey-la-Ville: M. Eric PERTUS Montmirey-le-Château: M. Martin DAUNE Orchamps: M. Régis CHÓPIN, M. Nicolas JOLY, M. Olivier DEMANDRE, Mme Barbara PANOUILLOT Ougney: M. Cédric IVANES Pagney : M. Michel GANET Plumont : M. Christophe PERRET Ranchot : Mme Séverine DEVILLE Rans : M. Raphaël TEMPESTA Romain: Mme Aurélie CHANCENOTTE Rouffange: Mme Aurore PLANCON Salans: M. Philippe SMAGGHE, M. Yves COINCENOT Sermange : M. Michel BENESSIANO Serre les Moulières : M. Claude TERON Thervay : M. Stéphane ECARNOT Taxenne : M. Ludovic DUVERNOIS Vitreux: M. Alain GOMOT

Suppléés : Our : M. Didier VUILLIN

Absents excusés : Fraisans : M. Hubert BACOT, Mme Sophie NIALON Gendrey: Mme Lydia LUTHRINGER Monteplain: M. Luc BEJEAN Mutigney: M. Eric DRUOT Offlanges: M. Jean-Claude THABARD Orchamps: Mme Lucette NAEGELLEN Ranchot: M. Gérard ROBERT Rans: M. Jean-Louis MORLIER Saligney: M. Gilbert LAVRY

Secrétaire de séance : M. Michel BENESSIANO

Procurations de vote:

Mandants: Fraisans: M. Hubert BACOT, Mme Sophie NIALON Gendrey: Mme Lydia LUTHRINGER Offlanges: M. Jean-Claude THABARD Orchamps: Mme Lucette NAEGELLEN Ranchot: M. Gérard ROBERT Rans: M. Jean-Louis MORLIER Saligney: M. Gilbert LAVRY

Mandataires : Fraisans : M. Dominique JOLY, Mme Marie-Anne LONGY Romain : Mme Aurélie CHANCENOTTE Montmirey-le-Château : M. Martin DAUNE Orchamps : M. Olivier DEMANDRE Ranchot: Mme Séverine DEVILLE Rans: M. Raphaël TEMPESTA Pagney: M. Michel GANET

Le quorum étant atteint, le Président ouvre la séance à 19h09 et le Conseil Communautaire a pu délibérer valablement.



#### ADOPTION DU REGLEMENT DE SERVICE DE L'ASSAIN

ID: 039-243900560-20220502-DCC2022\_04\_097-AU

La mise à jour du règlement du service d'assainissement collectif est nécessaire au vue de l'évolution du service et de la réglementation.

Conformément à l'article L. 2224-12 du Code général des collectivités territoriales, ce règlement de service définit les prestations assurées par le service, ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

CONSIDERANT la nécessité de réviser le règlement de service en vigueur ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission n°2 « Aménagement du territoire et Grand Cycle de l'eau » du 23 novembre 2021 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 avril 2022 ;

Le règlement de service de l'assainissement collectif est joint en annexe.

A l'unanimité, le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte le règlement de service de l'assainissement collectif.

Ce règlement de service de l'assainissement collectif sera applicable dès le vote et se substituera à celui existant qui sera abrogé.

Pour extrait conforme, Le Président, Gérome FASSENET

(\$\langle \)

Pour: 46 Contre: 0 Abstention: 0

Rapport adopté à l'unanimité :



**ANNEXE** 

ID: 039-243900560-20220502-DCC2022\_04\_097-AU



# PUBLIC D'ASSAINISSEMENT REGLEMENT DU SERVICE

# pour favoriser le traitement des eaux usées et protéger l'environnement ADOPTONS LES BONS GESTES

Dans notre vie quotidienne, nous pouvons tous adopter des gestes simples plus respectueux de l'environnement

### Dans la cuisine :

- Videz le contenu des assiettes et des plats au composteur ou dans la poubelle avant de faire la vaisselle.
- Utilisez de l'eau bouillante et une ventouse pour déboucher l'évier. Si respectueux de l'environnement. un déboucheur liquide est nécessaire, préférez un produit
- Versez les huiles alimentaires usagées dans une bouteille et ramenez ces dernières à la déchetterie.
- Utilisez des produits de nettoyage respectueux de l'environnement sans phosphates ni solvants et qui sont biodégradables.
- Mettre en marche un lave-vaisselle bien rempli permet de réduire la quantité d'eau polluée rejetée et de faire des économies

### Dans la salle de bains :

- Rapportez pharmacien. Ne les jetez pas dans le lavabo. les médicaments périmés ou entamés ص ر votre
- Nettoyez régulièrement les siphons des lavabos et douches afin d'éviter la formation de bouchons.
- Choisissez des lessives concentrées avec des tensio-actifs d'origine végétale et si possible éco-labellisées, respectez les doses. Plus de produit ne signifie pas que votre linge sera mieux lavé
- quantité d'eau polluée rejetée et de faire des économies Mettre en marche un lave-linge bien rempli permet de réduire la

### Aux toilettes:

- La cuvette de WC n'est pas une poubelle Il est interdit d'y jeter pompes et des stations d'épuration. couches, peintures, solvants... qui perturbent le fonctionnement des cotons-tiges, protections hygiéniques, lingettes, préservatifs,
- Evitez d'utiliser de manière abusive les produits antibactériens qui se dégradent plus facilement. lorsque vous nettoyez le WC, préférez les produits plus écologiques,

#### Au garage:

- Tous les produits dangereux ne doivent pas être rejetés à l'égout, rapportez-les à la déchetterie :
- Restes de désherbant ou d'engrais utilisés pour le jardinage
- Produits contre les rongeurs, les limaces...
- Fonds de pots de peintures, de vernis...
- insecticides domestiques et produits pour protéger le bois des
- dans le réseau des eaux pluviales, des hydrocarbures et des Laver sa voiture dans la rue entraîne directement dans le ruisseau ou particules polluantes dues aux gaz d'échappement.

#### Dans la rue

Jeter les déchets solides (mouchoirs, papiers...) dans les poubelles avec le réseau ou le milieu naturel. publiques, pas dans les grilles-avaloir de la voirie qui communiquent



#### Sommaire

X
11
₽
2
=
$\simeq$
$\succeq$
ж

**CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES** 

**CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINANCIERES** 

CHAPITRE III – REALISATION DES BRANCHEMENTS Article 12 – Dispositions générales Article 13 – Dispositions spécifiques à la partie publique des branchements Article 14 – Dispositions spécifiques à la partie privée des branchements CHAPITRE IV – CONTROLE DE CONFORMITE Article 15 – Modalités d'accès des agents aux propriétés privées Article 16 – Contrôle de conformité d'un branchement Article 16.1 – Contrôle des nouveaux branchements	CHAPITRE II – LA DEMANDE DE RACCORDEMENT Article 10 – Modalités de raccordement Article 11 – Demande de raccordement Article 11.1 – Contenu du dossier Article 11.2 – Instruction du dossier	CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES  Article 1 - Objet du Règlement  Article 2 - Champs d'application  Article 3 - Définition  Article 4 - Responsabilités du service assainissement  Article 5 - Responsabilités des particuliers et usagers  Article 6 Principe de séparation des eaux usées et des eaux pluviales  Article 7 Conformité des installations sanitaires existantes  Article 8 Déversements interdits  Article 9 Mesures de protection
its	& & & J	7766544
	CHAPITRE VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION  Article 29 - Publicité et application du règlement  Article 30 - Gestion des réclamations  Article 31 - Protection des données personnelles  Article 32 - Clauses d'exécution  17	Article 18 Redevance d'assainissement et présentation de la facture 13 Article 19 Assiette de recouvrement Article 20 Cas d'exonération et dégrèvement 13 Article 21 Montant de la redevance, des participations et des contrôles 14 Article 22 Mode de recouvrement Article 23 Modalités et délais de paiement Article 24 Participation pour le financement de l'assainissement collectif Article 25 Participation aux frais de raccordement au réseau Article 26 Participation spéciale pour les eaux usées non domestiques Article 27 Pénalités financières Article 28 Infractions et poursuites 15
	I	G1 G



Conseil Communautaire du 14 avril 2022 Délibération de la Communauté de Communes de JURA NORD

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

Article 17 - Compte-rendu de visite

Article 16.4 – Contrôle des réseaux privés

Article 16.2 - Contrôle des branchements existants

Article 16.3 - Contrôle des branchements des eaux usées non domestiques

w



## LE REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### **PREAMBULE**

collectif et est désignée ci-après par « la Communauté de communes ». Communauté de communes JURA NORD est chargée du service public d'assainissement Autorité compétente en matière d'assainissement collectif depuis le 01/01/2018, la

conditions du présent règlement de service. La Communauté de communes, par décision du Conseil communautaire du 02/12/2021, « l'exploitant », confié, par un contrat de concession, à l'entreprise « SOGEDO », désigné l'exploitant », l'exploitation du service de l'assainissement collectif, dans les

SOGEDO - Agence de Rochefort 39700 Rochefort-sur-Nenon rochefort@sogedo.fr rue des Métiers 03 84 70 51 01 www.sogedo.fr

Les usagers sont toutes les personnes, physiques ou morales, propriétaires ou occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic, raccordés ou raccordables au réseau d'assainissement, dans les conditions fixées par le Code de la santé publique.

## CHAPITRE I -DISPOSITIONS GENERALES

## Article 1 - Objet du règlement

Le présent règlement s'applique à tous les usagers du système d'assainissement et précise les relations entre ces usagers et le service d'assainissement.

et la salubrité publique ainsi que la protection de l'environnement. usées dans les systèmes d'assainissement afin que soient assurées la sécurité, l'hygiène Il définit les conditions et modalités auxquelles sont soumis les déversements des eaux

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect des normes et des réglementations locales et nationales en vigueur

Règlement du service d'assainissement collectif - Communauté de communes JURA NORD

## Article 2 - Champs d'application

Le présent règlement s'applique sur les territoires des communes de la communauté de communes JURA NORD qui sont zonés en assainissement collectif : Dammartin-Marpain, Dampierre, Étrepigney, Evans, Fraisans, Gendrey, Louvatange, Montmirey-la-Salans, Thervay, Taxenne et Vitreux Ville, Montmirey-le-Château, Orchamps, Ougney, Pagney, Plumont, Ranchot, Rans

### Article 3 - Définitions

<u>Eaux usées domestiques</u> : eaux usées produites par les activités résultant de la satisfaction des besoins des personnes physiques et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes. Elles l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales

- Les eaux ménagères (eaux de vaisselle, de lessive et de toilette) des cuisines buanderies, lavabos, salles de bains.
- Les eaux vannes (urine et matières fécales) des W.C et installations similaires.

publique. Les activités concernées sont listées en annexe I de l'arrêté du 21 décembre à un usage domestique, suivant la définition de l'article L 1331-7-1 du Code de la santé services, entre autres). 2007 (hôtels, restaurants, campings, centres médicaux, commerces, activités de Eaux usées assimilées domestiques : eaux usées résultant d'utilisation d'eau assimilable

des eaux usées domestiques. Elles sont générées par les activités industrielles ou artisanales. Sont considérées comme des eaux usées autres que domestiques notamment: Eaux usées non domestiques: eaux usées qui ne sont ni domestiques ni assimilables à

- de pompes à chaleur, les eaux de pompage à la nappe (chantier temporaire ou pompage permanent) quand le retour à la nappe ou vers tout autre milieu naturel est impossible. Les eaux claires permanentes et ou temporaires issues de circuit de refroidissement,
- Les eaux pluviales polluées (aires de chargement déchargement, aires de stockage de déchets, aires de distribution de carburants....).
- Les eaux d'extinction d'incendie : elles doivent être préalablement caractérisées et conformément à la réglementation en vigueur. autorisées. En cas de dépassement de ces valeurs, elles devront être éliminées ne peuvent être évacuées dans le réseau qu'en cas de respect des valeurs limites

atmosphériques, eaux de nappe, de sources de drainage, des arrosages ou lavages des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeuble. Eaux pluviales ou eaux de ruissellement : les eaux provenant soit des précipitations



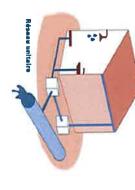
ou copropriété représentée par son syndic. morale qui peut être selon les cas, propriétaire, locataire, occupant physique Usager : le bénéficiaire du service, c'est-à-dire toute personne physique ou

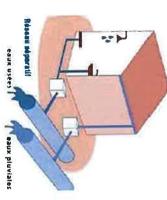
Particulier: personne physique ou morale ou leur mandataire

la répartition de leurs missions Le service public d'assainissement : la Communauté de communes ou l'exploitant selon

Réseau d'assainissement : ensemble des canalisations et ouvrages annexes (regards, déversoirs, etc), destinés à la collecte ou au transport des eaux usées jusqu'à l'unité de traitement

séparatif ». Lorsque le collecteur est unique pour les eaux usées et pluviales, le réseau collecte des eaux usées et celle des eaux pluviales, le réseau d'assainissement est dit « est dit « unitaire » Réseau séparatif / réseau unitaire : Lorsqu'il existe des collecteurs distincts pour la





et, éventuellement, les eaux pluviales. Réseau unitaire collectant les eaux usées

canalisation réservée aux eaux Réseau séparatif : eaux usées et une autre Une canalisation réservée aux

des colonnes descendantes jusqu'au collecteur public des eaux usées (séparatif ou Branchement ou raccordement d'eaux usées : Le branchement est la canalisation acheminant les eaux usées d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble, depuis le bas

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

### collecti Article 4-Responsabilités du service public d'assainissement

d'épuration) nvestissement et exploitation des ouvrages publics (réseau de collecte et stations

vigueur. collecte des eaux usées et des ouvrages de traitement y compris la valorisation des boues produites, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en Le service assure la création, le renouvellement et l'entretien des réseaux publics de

règlement. par l'usager à travers la redevance d'assainissement, décrite à l'article 18 du présent Ces dépenses d'investissement et de fonctionnement du service sont prises en charge

### Service clientèle

figurent sur la facture et qui offre les services suivants : L'exploitant met à disposition des usagers un service clientèle dont les coordonnées

- Un accueil physique à l'agence de Rochefort ou de Chaussin, du lundi au vendredi de 8h00 à 1200 et de 13h30 à 18h00.
- Un accueil téléphonique aux heures de bureau au 03 84 70 51 01 Un numéro d'urgence, en dehors des heures de bureau, disponible 24h/24 et 7 jours/ 7: 03 84 70 68 86
- Un compte client via l'agence en ligne sur le site internet www.sogedo.f

### L'exploitant s'engage à :

- Offrir une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences survenant sur le réseau public.
- Fournir un devis des travaux de raccordement au réseau sous 8 jours.
- Réaliser l'installation d'un nouveau branchement d'assainissement (partie publique) administratives (soit environ un mois après acceptation du devis) sous 15 jours à compter de l'acceptation du devis et de l'obtention des autorisations
- Prévenir 48 heures à l'avance de toutes interruptions programmées de service.
- Prendre rendez-vous avec l'usager sous 8 jours après sa demande (de 8h 17h30) 8
- Envoi du compte rendu de contrôle de conformité dans un délai max de huit jours après réception du règlement de la facture du contrôle.
- Intervenir au domicile des usagers sous 1 heure en cas d'urgence
- Répondre aux demandes des usagers envoyées par courriel sous 48 heures.
- Répondre aux demandes des usagers envoyées par courrier sous 8 jours.
- Offrir diverses modalités de paiement de la redevance assainissement (prélèvement virement ou espèces en agence. automatique mensuel ou à échéance, règlement en ligne, par carte bleue, chèque,
- Offrir une gestion personnalisée en cas d'impayés



р 5



Réalisation des travaux de la partie publique des branchements, selon les modalités l'article 13 du présent règlement :

de

- Des branchements existants, lors de la construction d'un nouveau réseau public. Des nouveaux branchements des immeubles édifiés postérieurement à la mise en

Contrôle des branchements, selon les modalités du chapitre IV du présent règlement : Le service assainissement assure le contrôle des raccordements au réseau, soit de sa propre initiative, soit à la demande des usagers. L'exploitant est seul habilité à mettre en service un branchement. Ce contrôle est notamment obligatoire en cas de vente de l'immeuble concerné.

Rapport annuel et communication des données
Conformément à l'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le
Président de la Communauté de communes présente, chaque année avant le 30
septembre, à son conseil le « Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service public
de l'assainissement collectif » (RPQS) de l'exercice précédent.

Le rapport approuvé est ensuite transmis, pour information, à chaque commune qui doit le présenter à son conseil municipal avant le 31 décembre. Il est mis à la internet www.jura-nord.com disposition du public dans les locaux de la Communauté de communes et sur son site

Les indicateurs de performance sont également, dans les 15 jours suivant l'adoption du rapport par le conseil communautaire, publiés sur le « système d'information des services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA), accessible au public

# Article 5 - Responsabilités des particuliers et usagers

Raccordement ou branchement au réseau public, selon les modalités décrites à l'article 10 du présent règlement

- L1331-1 du CSP). Le raccordement des eaux usées domestiques au réseau est obligatoire (article
- conditionné aux capacités des ouvrages existants (article L1331-7-1 du Code de la Le raccordement des eaux usées assimilées domestiques est de droit mais santé publique)
- être assorti de conditions techniques et financières (article L1331-7-1 du Code de la santé publique), selon des modalités décrites aux articles 14 et 26 du présent Le raccordement des eaux usées non domestiques est soumis à autorisation et peut

Le raccordement des eaux usées au réseau public comprend deux parties :

- La partie publique du branchement est la partie comprise entre le collecteur principal et la boite de branchement, boite de branchement incluse, située en limite de domaine privé, coté domaine public.

Regiement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

La partie privative du branchement est la branchement ou située en domaine privé. partie en amont de a boite de

L'ensemble du branchement (partie privée et publique) est à la charge du particulier selon des modalités de réalisation et de prise en charge décrites à l'article 25 du présent règlement.

### pluviales Article 6 -Principe de séparation des eaux usées et des eaux

Le principe général est de collecter séparément les eaux usées des eaux pluviales, selon conception du réseau d'assainissement desservant la propriété

a

Pour tous les immeubles (nouveaux et existants) desservis par un réseau séparatif :
La collecte des eaux usées et des eaux pluviales doit être réalisée par canalisations séparées jusqu'en limite du domaine privé. des

Le raccordement des eaux usées dans le réseau eaux usées est obligatoire.

Le raccordement des eaux pluviales ou des eaux de vidange de piscine (hors eaux de superficiel ou dans le réseau pluvial. préférentiellement infiltrées à la parcelle ou rejetées dans le milieu hydraulique lavage des filtres) est interdit dans le réseau d'eaux usées. Ces eaux seront

et les eaux usées) desservis par un réseau unitaire : travaux de réhabilitation, modification, extension impliquant les installations sanitaires Pour les nouveaux immeubles (ou immeubles existants faisant l'objet d'importants

- La collecte des eaux usées et des eaux pluviales est réalisée par des canalisations séparées jusqu'en limite du domaine privé (de façon à ne pas avoir à modifier la partie privée du branchement en cas de mise en séparatif ultérieure du réseau public unitaire).
- par des tests et mesures de terrain, l'impossibilité d'infiltrer tout ou partie des eaux pluviales sur la parcelle. Le raccordement des eaux pluviales au réseau unitaire ne sera accordé par la Communauté de communes que sur production d'une étude spécifique justifiant,

dirigé dans le réseau public sous les conditions suivantes : Dans le cas où les caractéristiques du sol ou du sous-sol en place ne permettraient pas l'infiltration de l'ensemble des eaux pluviales ou nécessiteraient des travaux disproportionnés, le rejet de l'excédent, non infiltrable, des eaux pluviales pourra être

- genéré (de l'ordre de 181/m² imperméabilisé). La mise en œuvre d'un dispositif de stockage des eaux pluviales, adapté au volume
- Une restitution dans le réseau public selon un débit de fuite limité à 3 l/s (pour une surface totale du projet inférieure à 1 ha).

particulières justifiées dans l'étude spécifique. Ces valeurs sont données à titre indicatif et peuvent être adaptées aux conditions

La mise en œuvre d'un prétraitement des eaux pluviales pourra être exigée du pétitionnaire en fonction de la nature des activités exercées ou des enjeux de protection du milieu naturel.

Pour les immeubles existants desservis par un réseau unitaire, la collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales sur domaine privé est conseillée afin de ne raccorder au réseau public que les eaux usées, non diluées par des eaux pluviales.

# Article 7 - Conformité des installations sanitaires intérieures

Les installations sanitaires ne doivent présenter aucun danger pour l'environnement et le service assainissement et doivent être conformes aux règles de l'art ainsi qu'aux dispositions du règlement sanitaire départemental et, en particulier :

- Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons doivent être facilement accessibles et à l'abri du gel. Les appareils sanitaires doivent être munis de siphons empêchant la sortie des
- Les colonnes de chutes d'eaux usées doivent être munies de tuyaux d'évent

moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières

prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la propriété ou de tout dispositif permettant de les maintenir à la pression atmosphérique.

# Article 8 - Déversements interdits et qualité des effluents

interdit d'y déverser : Quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement

- Le contenu ou les effluents des fosses septiques ou toutes eaux.
- Les déchets solides, y compris après broyage, notamment les lingettes, couches jetables, protections périodiques, préservatifs, cotons tiges, litières des animaux domestiques, autres déchets menagers
- Les huiles et graisses, usagées ou non.
- Les effluents solides ou liquides d'origine animale, notamment le purin.
- Les hydrocarbures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures, peintures.
- Les produits radioactifs.
- Les eaux de vidange de piscines ou bassins de natation, sans autorisation préalable.
- dangereux, toxiques ou inflammables. coloration anormale des effluents, de dégager des gaz ou vapeurs Des substances susceptibles de favoriser la manifestation d'odeurs ou de
- assainissement eaux usees non domestiques sans autorisation 6 service

D'une manière générale, toute substance susceptible d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit de dégradation des ouvrages de collecte et d'épuration, soit d'une gêne dans leur fonctionnement.

déversement interdit, il s'engage à contacter le service assainissement dans Si l'usager constate le déversement accidentel d'un des produits de les meilleurs délais afin de limiter les dégâts liés à ce déversement.

### d'assainissement Article 9 - Mesures de protection des ouvrages publics

sur les ouvrages publics et notamment : sauf autorisation spéciale délivrée par le service assainissement, d'intervenir Sous peine de poursuite, il est formellement interdit aux usagers et aux tiers,

- D'ouvrir les regards de visite.
- De pénétrer dans les réseaux et/ou les ouvrages d'assainissement
- De procéder à des prélèvements d'eaux usées et/ou pluviales.
- D'entreprendre travaux de toute nature



Conseil Communautaire du 14 avril 2022

Délibération de la Communauté de Communes de JURA NORD



### CHAPITRE II: LA DEMANDE DE RACCORDEMENT

## Article 10 : Modalités de raccordement

## Raccordement des eaux usées domestiques

Conformément à l'article L1331-1 du Code de la santé publique, «le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour compter de la mise en service du réseau public de collecte ». privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle

A noter : un immeuble situé en contrebas d'un réseau public qui le dessert est considéré comme raccordable par l'intermédiaire d'un dispositif de relevage des eaux usées, à la charge du propriétaire de l'immeuble

communes dans les cas suivants : Une dérogation au raccordement peut être demandée à la Communauté de

- dix ans à compter de la mise en service du réseau. d'assainissement non collectif conforme. La dérogation est alors limitée à Pour les immeubles raccordables mais déjà équipés d'un dispositif
- obstacles techniques et/ou un coût excessif. La parcelle sera zonée en assainissement non collectif et l'immeuble devra être doté d'une Dans le cas où les travaux de raccordement présentent d'importants installation conforme

# Raccordement des eaux usées assimilées domestiques

assimilées à un usage domestique a droit, à sa demande, au raccordement au raccordement d'un immeuble ou d'un établissement générant des eaux usées Conformément à l'article L1331-7-1 du Code de la santé publique, installations existantes ou en cours de réalisation. réseau public, dans la limite des capacités de transport et d'épuration des e

au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec le obligatoire. Toutefois ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs effluents des établissements produisant des eaux usées non domestiques n'est pas Raccordement des eaux usées non domestiques Conformément au Code de la santé publique, le raccordement au réseau public tonctionnement du dispositif de traitement.

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

## Article 11 - Demande de branchement

assainissement. Les travaux ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un changement d'activité, entre autres) doit déclarer son projet au service branchement au réseau (construction Tout particulier qui projette de créer, de modifier ou de réhabiliter un avis favorable du service assaınissement. ou réhabilitation d'immeuble

## Article 11.1 – Contenu du dossier

site internet de la Communauté de communes : www.jura-nord.com ou à Le dossier de « demande de raccordement au réseau », téléchargeable sur le avant le début des travaux. demander à l'exploitant, est à retourner à l'exploitant, au minimum deux mois

Pour les eaux usées assimilées domestiques et non domestiques : une étude éventuels prétraitements. caractériser au mieux la nature et composition des rejets et indiquer les particulière pourra accompagner la demande de raccordement afin de

## Pour les zones d'aménagement (ZAC, lotissement)

refoulement), la nature des effluents, les débits et les flux de pollution de l'opération. Le dossier sera complété par la description détaillée de conception de son projet et associer l'exploitant durant la phase de réalisation L'aménageur doit informer le service assainissement dès la phase de prévisibles en moyenne annuelle et en pointe horaire. l'aménagement, le plan des réseaux et autres ouvrages (poste de

## Article 11.2 – Instruction du dossier

effectuer une visite sur place et demander des informations complémentaires comme une mesure précise du dénivelé disponible entre la sortie des eaux usées et le point de raccordement du réseau. L'exploitant effectue l'étude du dossier et peut, s'il l'estime nécessaire,

présent règlement de service, les modalités de réalisation du branchement et le devis des travaux de la partie publique du branchement. L'exploitant délivre, dans le délai de 8 jours à réception du dossier complet, le

En cas de modification des installations et ou de la qualité du rejet précédemment autorisées, une demande de modification doit être adressée à l'exploitant par le particulier.

00



Branchement dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme

complété avec l'autorisation de raccordement au réseau. être déposé en amont de la demande d'urbanisme qui pourra ainsi être

spéciale de déversement Cas des eaux usées non domestiques : Arrêté d'autorisation et convention

convention spéciale de déversement est établie. domestiques est pris par la Communauté de communes et s'il y a lieu, une En cas d'accord, un arrêté d'autorisation du raccordement des eaux usées non

demande vaut rejet de celle-ci. L'absence de réponse, plus de quatre mois après la date de réception de cette Dans le cas contraire, le demandeur recevra une lettre de refus motivé

usées non domestiques telles que : L'arrêté de déversement fixe, entre autres, les conditions d'admission des eaux

- eaux pour être admises. Les caractéristiques quantitatives et qualitatives que doivent présenter ces
- Les modalités de surveillance et de contrôle

pour motif d'intérêt général L'arrêté est délivré pour une durée déterminée, il est révocable à tout moment

entre la Communauté de communes, l'exploitant et l'établissement industriel Si nécessaire, une convention spéciale de déversement pourra être signée pour fixer notamment :

- Les caractéristiques de l'établissement et des installations privées.
- effluents). et origine des effluents à déverser, caractéristiques physico-chimiques des Les prescriptions applicables aux effluents déversés (débits évacués, nature
- (autocontrôle). Les prélèvements et analyses éventuelles à réaliser par l'usager
- avant le rejet. La nature des installations de traitement et/ ou de prétraitement à installer
- Les modalités de surveillance des rejets
- Les conditions financières.

Toute modification de l'activité industrielle ou de la nature, de la qualité ou de la quantité des rejets non domestiques doit être signalée au service

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

à un avenant à la convention de déversement. assainissement et faire l'objet d'une nouvelle autorisation de déversement ou

déversement non autorisé, l'usager s'engage à contacter le service assainissement dans les meilleurs délais afin de limiter les dégâts liés à ce En cas de constat de déversement accidentel d'un des produits de déversement.

# REALISATION DES BRANCHEMENTS

## Article 12 — Dispositions générales

Le branchement comprend, depuis le réseau public qui dessert la parcelle :

- Un dispositif permettant le raccordement étanche au réseau public.
- Une canalisation située sous le domaine public.
- Une « boite ou tabouret de branchement ».
- privé. Une canalisation et ses ouvrages éventuels (regards) situés sous le domaine

Le raccordement des eaux usées au réseau public comprend deux parties :

- La partie publique du branchement est la partie comprise entre le collecteur principal et la boite de branchement, boite de branchement incluse, située en limite de domaine privé, coté domaine public.
- La partie privative du branchement est la partie en amont de la boite de branchement ou située en domaine prive.

frontière entre le domaine public et le domaine privé. En cas d'absence de boite de branchement, la limite du branchement est la

L'ensemble du branchement (partie privée et publique) est à la charge du particulier selon des modalités de réalisation et de prise en charge décrites à l'article 25 du present reglement.

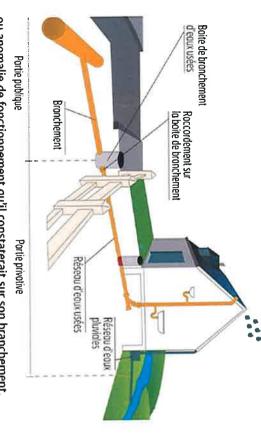
en bon état de fonctionnement et de propreté de l'ensemble des éléments constituant le branchement. Le dispositif destiné à éviter tout reflux des eaux A l'exception des parties publiques de branchement visées à l'article 13 depuis le réseau public devra faire l'objet d'une attention particulière. Les frais de réparations des dommages, y compris ceux causés aux tiers, dus à la présent reglement, l'usager est seul responsable de l'entretien et du maintien à la charge du responsable de ces dégâts. négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager ou d'un tiers sont

Солинирації де сопинилех

ø

Conseil Communautaire du 14 avril 2022

L'usager doit prévenir immédiatement l'exploitant de toute obstruction, fuite



ou anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

L'exploitant est seul habilité à mettre en service le branchement.

Article 13 - Dispositions spécifiques à la partie publique des branchements

Branchements existants concernés par des travaux sur le réseau public. Conformément à l'article L.1331-2 du Code de la santé publique, lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte des eaux usées ou de la transformation d'un réseau public unitaire en un réseau séparatif avec conservation du réseau existant en réseau pluvial, la Communauté de communes exécute d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Ces parties de branchements sont ensuite incorporées au réseau public, propriété de la Communauté de communes qui en assure alors l'entretien.

Règiement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

En règle générale, un seul branchement par nature d'eau rejetée (eau usée, eau pluviale) est installé par propriété à raccorder. Toutefois, des boites de branchement supplémentaires peuvent être installées, au cas par cas, pour faciliter le raccordement de différentes conduites d'eaux usées et la séparation des eaux pluviales.

Pour les eaux usées non domestiques. la boite de branchement devra permettre d'effectuer des prélèvements et mesures et sera équipé d'un dispositif d'obturation permettant d'isoler le réseau public de l'établissement industriel, aux frais dudit établissement. Ce dispositif doit pouvoir être manipulé par l'exploitant pour obturer le branchement, dans le cas ou des rejets interdits par la convention seraient constatés, sans préjudices des sanctions prévues aux articles 27 et 28 de ce règlement.

Pour les nouveaux branchements, édifiés postérieurement à la mise en service du réseau, la partie publique du branchement sera réalisée obligatoirement, à la demande du particulier, par l'exploitant dans un délai maximum de 15 jours après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives éventuelles (soit environ un mois après acceptation du devis).

Les modalités de remboursement des frais de branchement sont décrites à l'article 25 du présent règlement.

Si le particulier réalise les travaux par une entreprise autre que l'exploitant, ils seront soumis, aux frais du particulier, au contrôle de l'exploitant. Toute non-conformité sera sanctionnée et les travaux de mise aux normes avec les dispositions du présent règlement seront à la charge du particulier.

Article 14 - Dispositions spécifiques à la partie privée des branchements

Les travaux de la partie privée du branchement sont aux frais du particulier et sont réalisés par une entreprise de son choix.

A la suite à la réalisation d'office de la partie publique des branchements lors de la construction d'un nouveau réseau, le propriétaire d'un branchement existant devra, le cas échéant, modifier, à ses frais et dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du nouveau réseau, la partie privée de son branchement pour être conforme au présent règlement d'assainissement et notamment aux dispositions de l'article 6.

Communueté de communes

10

ils seront soumis au contrôle de l'exploitant qui assurera également la mise en service du branchement les travaux sont réalisés par une entreprise autre que celle de l'exploitant,

Le passage d'une canalisation privée d'eaux usées traversant le domaine public est subordonné à l'accord du gestionnaire de la voirie (Maire, Président du Conseil départemental,...). Une copie de l'acte ou du courrier d'accord sera fournie au service assainissement avec la demande de raccordement.

propriété d'autrui (raccordement « indirect ») peut être autorisé à condition de produire et de publier la servitude conventionnelle de passage Le raccordement d'un immeuble au réseau par une conduite empruntant la correspondante au service de la Publicité foncière.

valider par la Communauté de communes et de l'exploitant. une canalisation unique est interdit sauf cas exceptionnel à justifier et à Le raccordement au réseau public de plusieurs propriétés voisines moyennant

# Caractéristiques de la partie privée des branchements

prescriptions techniques suivantes: Les branchements seront réalisés selon les normes en vigueur et Le branchement eaux usées ne comportera aucun dispositif de les

prétraitement (fosses, filtres...).

propriété privée. Le branchement eaux usées devra disposer d'un regard en limite de

branchement, située sur domaine public. La canalisation de branchement se raccordera, le cas échéant, à la boite de

normes en vigueur et adaptés, si besoin, à la circulation. Les matériaux constituant le branchement doivent être conformes aux

appropriés (sable, tout venant, grave ciment éventuellement). L'assemblage des canalisations est assuré par l'intermédiaire de joints souples et les canalisations sont mises en place sur des lits de pose

L'ensemble du branchement, y compris les raccordements, doit être étanche à l'eau.

permettre l'évacuation de l'ensemble des effluents. Le diamètre intérieur de la canalisation de branchement, tout en restant inférieur à celui du réseau public, devra être au moins de 100 mm afin de

L'écoulement doit se faire librement, sans zone de stagnation, obstacle ou contre-pente, avec une pente égale ou supérieure à deux cm par mêtre.

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

aucun matériau et gravât dans la canalisation de branchement et dans le Les enduits seront soigneusement raccordés à l'entour. Il ne sera laissé

conduites vis-à-vis des risques consécutifs au gel (couverture suffisante de 0,40 m minimum, isolation des conduites aériennes, conduites de Toutes les mesures doivent être prises pour assurer la protection des refoulement, etc...).

Le remblaiement des canalisations doit être particulièrement soigné (compactage de matériaux sains par couches successives)

en charge accidentelle, L'installation doit être conçue pour protéger la propriété contre les reflux d'eaux usées en provenance du réseau public, notamment en cas de mise

Des regards de visite sont établis chaque fois qu'il est nécessaire, particulier pour :

Les changements de direction, de diamètre, de pente

Les jonctions entre réseaux,

L'interruption des linéaires supérieurs à 25 m.

Les regards sont réalisés aux dimensions suffisantes pour permettre dont le rayon est égal à celui de la canalisation d'évacuation. Les regards de provoquer la stagnation des matières à évacuer. visite ne doivent pas constituer des obstacles à l'écoulement normal, ni tampon amovible, le tout étant étanche. Le radier est pourvu d'une cunette l'intervention humaine. La couverture est réalisée par l'intermédiaire d'un

de poires de niveau ou de sondes de mesures ainsi que d'une télégestion. Les postes de refoulement fonctionneront avec marnage et seront équipés

## Cas des eaux usées assimilées domestiques

des eaux usées domestiques, un prétraitement avant rejet dans le réseau collectif peut être imposé et notamment : Suivant l'activité des établissements produisant des eaux usées assimilées à

Un débourbeur/déshuileur pour les aires de lavage, les stations à essence et les parkings.

Un bac dégraisseur pour les activités des métiers de bouche (restaurant, self-service, traiteur, charcuterie,...) et restauration collective,

## Cas des eaux usées non domestiques

convention spéciale de déversement, doivent être dimensionnées selon les conditions d'admissibilité figurant dans l'arrêté de déversement et la Les installations de prétraitement éventuellement nécessaires au respect des fonctionnement. normes en vigueur et maintenues en permanence en bon

11



En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, fécules, les débourbeurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

Dans tous les cas, ces installations de prétraitement doivent être entretenues régulièrement et maintenues en bon état de fonctionnement par le propriétaire, qui doit à tout moment pouvoir présenter à l'exploitant tout document justifiant de ce bon entretien

## IV - CONTROLE DE CONFORMITE

# Article 15 : Modalités d'accès des agents aux propriétés privées

droit d'accès aux propriétés privées pour assurer leurs missions de contrôle. service assainissement (communauté de communes et délégataire) ont un Conformément à l'article L.1331-11 du Code de la santé publique, les agents du

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite, notifié au propriétaire des ouvrages ou à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours avant la date de visite.

visite peut être reportée d'une année maximum pour les résidences préalable de visite mentionne cette possibilité de déplacer le rendez-vous. La avant la date proposée, sans pouvoir être reportée de plus de 30 jours. L'avis propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée, jusqu'à 2 jours Dans le cas où la date de visite proposée par le service ne convient pas au secondaires.

prévient l'usager dans un délai minimum de 24 h avant la date du contrôle. En cas d'impossibilité pour le service d'assurer le rendez-vous, ce dernier

de rendez-vous d'un commun accord entre le service et l'usager L'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite a fait l'objet d'une prise

prévues à l'article 27 du présent règlement. missions de contrôles des agents du service, l'usager s'expose aux pénalités parcelle ou aux ouvrages ou encore d'obstacles à l'accomplissement des En cas d'absence répétées aux rendez-vous fixés ou de refus d'accéder à sa

assainissement et être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il lui appartient L'usager doit rendre accessible ses installations aux agents du service

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

de s'assurer auprès de cet occupant que ce dernier ne fera pas obstacle droit d'accès des agents du service a

## Dommages imputables aux agents du service

L'usager devra signaler, dans les vingt-quatre-heures, tout dommage éventuel visible causé par les agents du service durant le contrôle. Pour des en déterminer les responsabilités. dommages révélés hors de ce délai et/ou apparaissant ultérieurement, l'usager devra, à ses frais, mandater un expert pour en rechercher l'origine et

# Article 16 : Contrôle de conformité d'un branchement

Les travaux de branchement comme les branchements existants, y compris les réseaux internes des zones d'aménagement, sont soumis au contrôle de l'exploitant

usées et éventuellement pluviales sont correctement raccordées au réseau colorant injecté dans les installations sanitaires de l'immeuble, que les eaux public et que l'écoulement se fait normalement. Le contrôle consiste à vérifier, par tous moyens notamment à l'aide d'un

accessibles, afin de vérifier leur état structurel et d'encombrement Un contrôle visuel des regards est également effectué, lorsqu'ils

existants sur des ouvrages non accessibles. En particulier, ce contrôle ne vaut La responsabilité du service n'est pas engagée au-delà de ces vérifications et en aucune façon la responsabilité du particulier notamment sur l'existence de désordres ou de non-conformités non pas réception technique des installations sanitaires intérieures et ne dégage détectables par les moyens courants mis en œuvre lors du contrôle, ou

# Article 16.1 - Contrôle des nouveaux branchements

assainissement et d'autre part, que les travaux sont réalisés conformément (conception, implantation, dimensionnement) validé modification ou la réhabilitation du branchement est conforme au projet Le contrôle a pour objet de vérifier d'une part, que la réalisation, la aux prescriptions techniques réglementaires. par le service

d'avancement Le particulier et/ou l'entrepreneur doivent informer l'exploitant de l'état des travaux et organiser un rendez-vous afin que celui-ci

Communauté de communes



puisse contrôler leur bonne exécution <u>avant remblaiemen</u>t, par une visite sur place, réalisée dans un délai de <u>huit jours</u>.

livraison, facture, plan de récolement géoréférencé) nécessaire ou utile à l'exercice du contrôle de bonne exécution (bon de Le particulier et/ou l'entrepreneur doivent fournir à l'exploitant tout document

En cas de remblaiement des travaux avant le contrôle de l'exploitant, ce dernier pourra demander la réouverture des réseaux, aux frais du particulier.

le cadre du contrat de concession. Ce contrôle est facturé au particulier, selon un tarif fixé par l'exploitant, dans

# Article 16.2 – Contrôle des branchements existants

ou l'exploitant) : assainissement (agents de la Communauté de communes ou ses prestataires Les branchements existants peuvent être contrôlés par e service

- A l'initiative du service assainissement, dans les conditions de l'article 15 du présent règlement. Les coûts du contrôle sont alors intégrés dans la redevance assainissement visée à l'article 18 du présent règlement.
- A la demande du particulier ou son mandataire en adressant, à l'exploitant, demander à l'exploitant. Ce contrôle est facturé au demandeur selon un le site internet de la Communauté de communes : www.jura-nord.com ou à le « dossier de demande de contrôle de branchement », téléchargeable sur tarif fixé par l'exploitant, dans le cadre du contrat de concession.

communes ou de l'exploitant ne pourra être mise en cause en cas de nond'en effectuer la demande. A défaut, la responsabilité de la Communauté de Ce contrôle de raccordement au réseau est obligatoire en cas de vente de conformité ultérieurement constatée ou d'un quelconque problème de fonctionnement ou d'écoulement des eaux. l'immeuble concerné. Dès lors, il appartient au particulier ou son mandataire

Ce contrôle, réalisé par une visite sur place, dans un délai maximum de <u>huit</u> jours après réception du dossier complet, permet de vérifier que le applicables et que l'écoulement des effluents est correct branchement est adapté au type de réseau, réalisé conformément aux règles

Règlement du service d'assainissement collectif - Communauté de communes JURA NORD

L'usager doit tenir à la disposition du service assainissement tout document de l'immeuble). nécessaire (bon de livraison, facture, plan...), et conserver accessible tout ouvrage utile (regard, point d'émission des eaux usées, y compris à l'intérieur

# 16.3 – Contrôles des branchements des eaux usées non domestiques

service assainissement, afin de vérifier si les eaux non domestiques déversées prélèvements et contrôles pourront être effectués, à tout moment, par le aux termes de l'arrêté et/ou de la convention spéciale de déversement, des convention spéciale de déversement. sont en permanence conformes aux prescriptions de l'arrêté et/ou de la Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'usager non domestique

mandaté par lui. Les analyses sont faites par l'exploitant ou par tout laboratoire agréé,

bénéficiaire de l'autorisation de déversement. directement ou indirectement de ces non-conformités sont à la charge du Si les résultats démontrent que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, les frais d'analyses de même que tous les frais résultants

prévues aux articles 27 et 28 du présent règlement. En outre, ces non-conformités sont passibles des pénalités et poursuites

## Article 16.4 – Contrôle des réseaux privés

Les documents supplémentaires à produire pour le contrôle des réseaux

- intérieurs des zones d'aménagement sont les suivants : Le plan de recollement géo-référencé (x, y, z) des collecteurs, des diamètres, pentes des réseaux et des branchements) numérique sous format DWG et Shape, précisant les matériaux, linéaires, branchements et des tabourets de branchement (format papier et
- Le procès-verbal des essais de contrôles de compactage, d'étanchéité, et et indépendante. d'inspection télévisée des canalisations, effectués par une entreprise agrée
- et avec les matériaux et matériels utilisés habituellement par la Communauté Les ouvrages et réseaux seront réalisés conformément aux normes en vigueur relevage, bassins d'orage, entre autres). Les plans et caractéristiques détaillées des ouvrages particuliers (postes de





seront obligatoirement soumises au visa de l'exploitant. de communes. En particulier, les caractéristiques des postes de relevage

## Article 17 - Compte-rendu de visite

d'entretien relevés et les éventuelles corrections à apporter effectués ainsi que, le cas échéant, les non-conformités, les défauts Un compte-rendu du contrôle est transmis à l'usager dans un délai de <u>huit</u> jours après le règlement de la facture du contrôle. Il récapitule les constats

a une durée de validité de 3 ans. branchement est mis en service et le certificat de conformité remis à l'usager cas « d'avis conforme » du service assainissement, ক nouvear

les points de non-conformité et prescrit les travaux à réaliser En cas « d'avis non conforme » du service assainissement, le rapport précise

privée du branchement n'est pas réalisée conformément aux prescriptions du présent réglement. Les nouveaux branchements ne sont pas mis en service tant que la partie

au chapitre VII. et solliciter le service assainissement pour un nouveau contrôle. Le non-Le particulier dispose d'un délai de deux mois (pour un branchement neuf) et respect de ces délais entraine l'application des pénalités et poursuites prévues deux ans (pour un branchement existant) pour réaliser les travaux nécessaires

En cas de refus du contrôle, le branchement est considéré comme non-

# CHAPITRE V: DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 18 : Redevance d'assainissement et présentation de facture d'assainissement ы

La redevance d'assainissement, figurant sous la rubrique « Collecte et d'investissement et d'exploitation du service d'assainissement collectif traitement des eaux usées », est instituée pour couvrir les charges

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

due par tous les usagers du service d'assainissement dès lors que la parcelle Conformément aux dispositions des articles L.2224-12-2 et L.2224-12-3 du est desservie. Les personnes assimilées en vertu de Code Général des Collectivités Territoriales, la redevance assainissement est déversement spécifique y sont également soumises. convention de

La redevance d'assainissement comprend

- d'exploitation); Une part revenant à l'exploitant du service (pour couvrir les charges
- charges d'investissement). Une part revenant à la Communauté de communes (pour couvrir les

- Elle se compose, pour chaque part :
   D'une partie fixe, dite "abonnement", indépendante des volumes déversés dans le réseau ;
- D'une partie variable, établie en fonction de la consommation d'eau

année commencée. Un usager ne paye qu'un seul abonnement pour l'année L'abonnement est dû intégralement, sans exception ni réserve, pour toute en cas de changement de domicile, en cours d'année, sur la même commune.

Rhône Méditerranée Corse. modernisation des réseaux de collecte » pour le compte de l'Agence de l'eau Par ailleurs, le service est soumis au prélèvement d'une redevance pour «

Tous les éléments de la facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

# Cas particuliers des immeubles comportant plusieurs logements

alimenté par une source d'eau autre que celle résultant d'une desserte par le pour chacun des locaux desservis. Cette partie fixe est due même si un ou réseau public d'eau potable, la partie fixe, facturée au propriétaire, est due logements (habitations, fonds de commerce, ateliers, entre autres), ou est Lorsqu'un immeuble ne dispose que d'un seul compteur d'eau pour plusieurs ce, tant que l'abonnement au service de distribution d'eau potable n'est pas plusieurs de ces locaux sont temporairement ou définitivement inoccupés, et







## Article 19 - Assiette de recouvrement

La redevance est calculée sur tous les volumes d'eau facturés à l'usager ou prélevés par l'usager sur toute autre source dont l'usage génère le rejet d'eaux usées collectées dans le réseau d'assainissement public.

Lorsque l'usager s'alimente en eau, totalement ou partiellement à une source qui ne relève pas du service public (puits, forage ou réutilisation des eaux de pluie), il doit en faire la déclaration à sa mairie et à la Communauté de communes et en avertir l'exploitant en indiquant les usages effectués à partir de cette ressource ainsi que les volumes utilisés.

Dans ce cas, la redevance d'assainissement applicable aux rejets est calculée par un dispositif de comptage conforme à la réglementation en vigueur et posé par l'usager. A défaut d'un dispositif de comptage, l'assiette de la redevance est basée sur un forfait fixé par délibération de la Communauté de communes.

L'assiette de la redevance peut subir une correction selon des coefficients de rejet, fixés par délibération de la Communauté de communes, en fonction du degré de pollution et de la nature des déversements notamment pour les eaux usées non domestiques.

## Article 20 - Cas d'écrêtement

Les volumes d'eau suivants peuvent être exonérés du paiement de la redevance assainissement :

Les volumes d'eaux utilisés à des fins d'arrosage ou similaire dès lors qu'ils sont prélevés sur un compteur d'eau réservé à cet effet (contrats particuliers : irrigation, arrosage, piscine,... excluant tout rejet d'eaux usées).

Les volumes en cas de fuite d'eau, peuvent faire l'objet d'un écrêtement dans les conditions prévues par la réglementation qui sont les suivantes : En cas d'augmentation anormale du volume d'eau consommé liée à une fuite d'eau sur canalisation après compteur (à l'exclusion des fuites d'eau dues à des appareils ménagers, des équipements sanitaires ou de chauffage) et sous réserve que le local soit à usage d'habitation, le volume pris en compte pour le calcul de la redevance assainissement est égal à la moyenne des volumes

Règlement du service d'assainissement collectif - Communauté de communes JURA NORD

consommés des trois années précedentes.

Une augmentation du volume d'eau est anormale si le volume consommé depuis le dernier relevé excède le double du volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes.

La demande d'écrêtement est prise en compte pour la redevance assainissement si l'usager a fourni tous les documents nécessaires pour l'écrêtement de sa facture d'eau potable.

Cet écrêtement ne peut être accordé que sur décision de la Communauté de communes, après production de facture de réparation, puis constatation par le gestionnaire du réseau d'eau potable.

La facturation des sommes dues par les usagers est faite au nom du titulaire de l'abonnement à l'eau, à défaut au nom du propriétaire du fonds de commerce, à défaut au nom du propriétaire de l'immeuble.

Article 21 · Montants de la redevance, des participations et des

# Article 21 : Montants de la redevance, des participations et des contrôles

Les tarifs appliqués sont fixés et révisés :

- Selon les termes du contrat de délégation de service public pour la part revenant à l'exploitant.
- Par décision de la Communauté de communes, pour la part qui lui est destinée.
- Sur notification des organismes pour les redevances leur revenant
- Sur les dispositions réglementaires s'agissant de la TVA.

Ces tarifs sont consultables sur le site Internet de la Communauté de communes.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service d'assainissement, ils seraient répercutés de plein droit sur la facture.

L'usager sera informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif. Les tarifs sont tenus à disposition de l'usager par l'exploitant du service.

Nord
Communité de communes 15



## Article 22 - Mode de recouvrement

La facturation est établie au minimum une fois par an.

Pour les communes ou syndicats de communes qui ont confié l'exploitation de leur service eau potable à l'exploitant du service d'assainissement collectif, le recouvrement, à l'exclusion des procédures contentieuses, des redevances eau potable et des redevances d'assainissement collectif aura lieu sur la même facture qui en fera apparaître le détail, conformément à l'article R 2224-19-7 du Code général des collectivités territoriales. Les changements de situation déclarées par le particulier au service d'eau potable (déménagement,...) seront automatiquement prises en compte par le service assainissement.

Pour les autres communes, la facturation du service assainissement sera effectuée par l'exploitant, séparément de la facturation eau potable. Dès lors, le particulier devra informer, dans les <u>quinze jours</u>, le service assainissement, de son changement de domicile et de la résiliation éventuelle de l'abonnement d'eau potable. A défaut, la perception de la redevance assainissement sera maintenue.

Quelle que soit la situation exposée ci-dessus, l'usager recevra deux factures par an. L'envoi des factures est prévu en mai et en novembre de chaque année.

Quand la facture n'est pas établie à partir de la consommation réelle, elle est alors estimée.

# Article 23 - Modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite et selon les modalités indiquées sur la facture soit 14 jours. Aucun escompte n'est appliqué en cas de paiement anticipé.

L'abonnement (ou part fixe) est payable d'avance.

En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata-temporis.

La consommation (part variable) est facturée à terme échu. Pour chaque période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation annuelle précédente ou, à défaut, des informations disponibles.

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

Lorsque la redevance d'assainissement est facturée par le service de l'eau, sur une même facture, les conditions de paiement sont celles applicables à la facture d'eau.

En cas de difficultés de paiement du fait d'une situation de précarité, l'usager est invité à en faire part à l'exploitant sans délai, pour obtenir les renseignements utiles à l'obtention d'une aide financière, en application de la réglementation en vigueur.

En cas d'erreur dans la facturation, l'usager peut bénéficier, après étude des circonstances :

- D'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée.
- D'un remboursement ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a é surestimée.

### Mensualisation

L'usager peut demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels selon les modalités suivantes :

- Paiement par prélèvement automatique.
- Par semestre : 5 prélèvements automatiques : 4 pour les acomptes, 1 pour le solde.
- Les acomptes sont calculés sur 80% de la facture correspondant à la même période de l'année précédente.
- Le solde semestriel est calculé avec la facture du semestre et prélevé automatiquement.

En cas de trop-perçu, la somme vous est remboursée par chèque bancaire ou déduite de la facture suivante.

La tarification appliquée est la même qu'en cas de paiement semestriel

## Procédure de recouvrement

En cas de non-paiement dans les délais fixés, une première relance est effectuée sous 15 jours, sans frais appliqués.

La deuxième relance est effectuée 18 jours après avec facturation de pénalités de retard forfaitaires qui apparaîtront sur la facture suivante, sauf pour la facture de solde.

La facture est ensuite transmise chez l'huissier pour règlement amiable, puis elle passe en phase judiciaire au-delà de deux mois.

Les dossiers des abonnés qui bénéficient d'une aide sociale ou qui ont adressé une demande d'échéancier ne sont pas transmis aux huissiers sauf dans le cas où un échéancier n'est pas respecté.

e de communes





#### l'Assainissement Collectif (PFAC) Participation pour e financement

Conformément à l'article L1331-7 du Code de la santé publique, une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) est

- Aux propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public d'assainissement (travaux soumis à autorisation d'urbanisme).
- Aux propriétaires des immeubles existants avant la mise en service du supplémentaires (extensions ou changement de destination par exemple). réseau et ayant réalisé des travaux induisant des eaux usées

Le montant de base de la P.F.A.C, fixé par décision de la Communauté de communes, est pondéré par des coefficients fonction du type et de la taille de l'immeuble ainsi que du type d'activité produisant les eaux usées.

Cette participation est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble. partie

# Article 25 — Participation aux frais de raccordement au réseau

L'ensemble des dépenses d'établissement, de suppression ou de modification du raccordement au réseau public est à la charge du particulier y compris les sujétions annexes liées à la réalisation de ces travaux (contrôles, réfections de

Les travaux de la partie publique du branchement sont toutefois réalisés par le service assainissement, selon les modalités de l'article 13 du présent service assainissement, selon les modalités

fixées comme suit, par décision de la Communauté de communes éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux. dépenses entraînées par ces travaux, d'assainissement à se faire rembourser, par le particulier, tout ou partie des Ainsi, l'article L 1331-2 du Code de la santé publique autorise le service Les modalités de remboursement de ces frais de branchements publics sont diminuées subventions

Règlement du service d'assainissement collectif - Communauté de communes JURA NORD

de

Pour la partie publique des nouveaux branchements, Ces travaux étant, à la demande du particulier, réalisé par l'exploitant, selon à l'exploitant, sans majoration. subventions publiques, le particulier règle directement le montant des travaux les modalités de l'article 13 du présent règlement et ne bénéficiant pas de

et actualisés en application de ce contrat. Le devis intègre le cout du contrôle de la partie privé du raccordement. bordereau des prix unitaires annexé au contrat de concession du service public L'exploitant établit préalablement un devis en appliquant les tarifs fixés sur le

solde devant être acquitté avant la date limite indiquée sur la facture établie à la livraison des travaux. En cas de défaut de paiement du solde de la facture Un <u>acompte de 50 %</u> sur les travaux doit être réglé à la signature du devis, le dans le délai imparti, l'exploitant poursuit le règlement par toutes voies de

d'un nouveau réseau public, Pour la partie publique des branchements existants, lors de la construction

correspondants sont pris en charge par le particulier à travers la redevance d'assainissement collectif, décrite à l'article 18 du présent règlement. publiques que les travaux sur le réseau auquel ils sont liés, modalités de l'article 13 du présent règlement et éligibles aux mêmes aides Ces travaux étant réalisé d'office par le service d'assainissement, selon les les frais

## usées non domestiques Article 26 – Participation financière spéciale pour les eaux

L'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques peut être subordonnée à la participation de l'auteur au surcroit de dépenses subordonnée à la participation de l'auteur au surcroit de dépenses d'investissement pour le réseau et la station d'épuration, entraînées par la publique). Celle-ci sera définie par la convention spéciale de déversement. réception et le traitement de ces eaux (article L 1331-10 du Code de la santé

obligations prévues Article 27 : Pénalités financières pour non-respect

s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1 de la Communauté de communes, tant que le propriétaire de l'immeuble ne Conformément aux dispositions du Code de la santé publique et à la décision du Code de la santé publique, il s'expose au paiement d'une somme au moins



équivalente à la redevance d'assainissement et qui peut être majorée dans une proportion maximale de 400% (article L.1331-8 du Code de la santé publique).

la Communauté de communes. Le montant de la majoration est fixé et révisé par l'assemblée délibérante de

Cette pénalité s'applique, notamment, dans les situations suivantes :

- Entre la mise en service du réseau public et le délai de raccordement obligatoire des eaux usées domestiques de 2 ans
- En cas de refus de la visite de contrôle.
- A l'issue du délai de mise en conformité du branchement et notamment dans les cas suivants :
- Ecoulement d'eaux usées dans un puisard.
- Fosses toutes eaux ou fosses septiques non court-circuitées
- Non-conformité du raccordement.
- Inaccessibilité des ouvrages.
- A la date de mise en demeure dans les cas de non-conformité avec mise en demeure.
- En cas de défaut d'entretien des ouvrages de prétraitement des eaux usées assimilées domestiques et non domestiques.

## Article 28: Infractions et poursuites

### Mise en demeure

travaux et de cesser tout déversement irrégulier, y compris dans un délai réception, adresser au contrevenant une mise en demeure de réaliser les La Communauté de communes peut, par lettre recommandée avec accusé de inférieur à 48 heures par mesure de sauvegarde.

immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ avec information à En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger

En cas de danger pour la salubrité publique ou de risque avéré de pollution, une copie du constat est adressée à l'Autorité détentrice du pouvoir de police.

Les infractions relevées peuvent également faire l'objet de poursuites devant les tribunaux compétents

## Eaux usées non domestiques

de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD L'Article L1337-2 du CSP précise : « Est puni de 10 000 euros d'amende le fait

> prescriptions de cette autorisation. » collecte des eaux usées sans l'autorisation de déversement ou en violation des

### Exécution d'office

présent règlement et/ou atteinte à la sécurité des ouvrages publics, des usagers, des tiers ou atteinte à la salubrité publique. frais du propriétaire tout travaux de mise en conformité aux prescriptions du assainissement est en droit, après mise en demeure, d'exécuter d'office et aux Conformément à l'article L1331-6 du Code de la santé publique, le service

recherche du responsable et les frais correspondants à la remise en état des ouvrages (analyse, travaux, pompage, curage...) ainsi que les frais induits. Les sommes réclamées aux contrevenants comprennent les opérations de

## CHAPITRE VI -DISPOSITIONS D'APPLICATION

# Article 29 : Publicité et application du règlement

## Affichage et mise à disposition

disposition dans les locaux de la Communauté de communes pendant 2 mois. Ce règlement sera également consultable sur le site internet de la Le présent règlement approuvé par l'assemblée délibérante, sera tenu à Communauté de communes : www.jura-nord.com.

## <u>Diffusion auprès des usagers</u>

approbation. Conformément aux dispositions de l'article L.2224-12 du Code Il sera adressé à chaque usager avec la première facture suivant son général des collectivités territoriales, le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement de service vaut « accusé de réception ».

### Modification du règlement

procédure que celle suivie pour le présent règlement. Communauté de communes. Elles seront adoptées et diffusées selon la même Des modifications du présent règlement peuvent être décidées par la

## Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur après acceptation par le Consei d'assainissement collectif antérieurs sont abrogés. article. A compter de cette date, tous les règlements de communautaire et mise en œuvre des mesures de publicité prévues au présent



## Article 30 – Gestion des réclamations

### Service clientèle

En cas de réclamation, l'usager peut contacter le service clientèle de courrier). l'exploitant par tout moyen mis à sa disposition (téléphone, internet,

# Le règlement des litiges de consommateur : la médiation de l'eau

aucune réponse ne vous est adressée dans un délai de deux mois, à compter donne pas satisfaction, l'usager peut saisir le Médiateur de l'eau pour de la notification du courrier au service clientèle ou que la réponse obtenue ne Si, à la suite de la saisine du responsable du service clientèle de l'exploitant, 463, 75366 Paris Cedex 08, contact@mediation-eau.fr eau.fr ou sur simple demande auprès du Service : Médiation de l'eau, BP 40 dans la Charte de la médiation de l'eau, disponible sur le site www.mediationrechercher une solution de règlement à l'amiable selon les modalités précisées

### Tribunaux compétents

En cas de litige, vous pouvez saisir la juridiction compétente. Seules les juridictions du ressort territorial de Besançon peuvent être saisies pour traiter d'application. les litiges relatifs au présent règlement, à ses modalités d'exécution et

# Article 31 : La protection de vos données personnelles

service clientèle de l'exploitant et ses éventuels sous-traitants. Elles sont aux fins de gestion du service d'assainissement. Elles sont traitées par le informatisé en France métropolitaine par le service clientèle de l'exploitant, la durée légale de prescription. également destinées aux entités contribuant au service de l'eau. Les Les indications fournies dans le cadre du service font l'objet d'un traitement informations recueillies pour la fourniture du service sont conservées pendant

service clientèle du siège pourra vous demander la communication de votre portabilité, de limitation, d'opposition au traitement de vos données, prévu Vous bénéficiez du droit d'accès, auprès du service clientèle de l'exploitant par courrier ou par internet. Le par la loi informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée. Ce droit s'exerce pièce d'identité afin de vérifier l'identité du demandeur. de rectification, de suppression, de

Règlement du service d'assainissement collectif – Communauté de communes JURA NORD

joignable par mail : dpo@sogedo.fr L'exploitant dispose d'un délégué à la protection des données personnelles

L'usager peut, par ailleurs, faire toute déclaration auprès de la CNIL

## Article 32 : Clauses d'exécution

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement. SOGEDO et l'usager ainsi que le Trésorier du Grand Dole, sont chargés, chacun Le Président de la Communauté de communes JURA NORD, l'exploitant

la Communauté de communes JURA NORD, en date du ..... Le présent règlement a été adopté par décision du Conseil communautaire de

